



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 12/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ELECTROLYSE PHOCEENNE

ZI des ESTROUBLANS
18 Avenue de BRUXELLES
13127 Vitrolles

Références : D-2024-1517
SPR/1369/2024
Code AIOT : 0006401813

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement ELECTROLYSE PHOCEENNE implanté 18 AV DE BRUXELLES ZONE INDUSTRIELLE 13127 VITROLLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection intervient afin de procéder au récolement de l'arrêté n°2019-6-MED du 28 janvier 2019 portant mise en demeure à l'encontre de la société ELECTROLYSE PHOCEENE à VITROLLES (13016), et ayant conduit à l'arrêté n°2020-25-SANC/AST du 25 juin 2020 rendant la société ELECTROLYSE PHOCEENNE redevable d'une astreinte administrative journalière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELECTROLYSE PHOCEENNE
- 18 AV DE BRUXELLES ZONE INDUSTRIELLE 13127 VITROLLES
- Code AIOT : 0006401813
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Electrolyse Phocéenne exploite un atelier de traitement de surface.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/07/1997, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Moyens de lutte incendie	AP de Mise en Demeure du 28/01/2019, article 1	Demande d'action corrective, Liquidation partielle d'astreinte	2 mois
3	Contrôles électriques	AP de Mise en Demeure du 28/01/2019, article 1	Liquidation partielle d'astreinte, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Déchets	AP de Mise en Demeure du 28/01/2019, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Liquidation partielle d'astreinte	2 mois
5	Rinçage	AP de Mise en Demeure du 28/01/2019, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Liquidation partielle d'astreinte	2 mois
6	Surveillance des rejets	AP de Mise en Demeure du 28/01/2019, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Liquidation partielle d'astreinte	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Boues	AP de Mise en Demeure du 28/01/2019, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite, il apparaît que les non-conformités ayant conduit à la mise en demeure n°2019-6-MED du 28 janvier 2019 ne sont à ce jour toujours pas soldées. Ces non-conformités ont été prises en compte partiellement voire non traitées par l'exploitant, notamment sur les thèmes suivants :

- Vérification périodique des moyens de lutte incendie,
- Contrôles et maintenance des installations électriques,
- Tenue à disposition de registres,
- Gestion des déchets
- Calcul de la consommation spécifique
- Estimation des émissions diffuses

Le contrôle des rejets atmosphériques de l'installation doit par ailleurs être réalisé d'ici la fin de l'année 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/1997, article 2			
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques			
Prescription contrôlée :			
Les activités classées autorisées sur le site de VITROLLES sont reprises dans les rubriques suivantes de la nomenclature:			
2565	"métaux et matières plastiques (traitement de) pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation, etc... par voie électrolytique, chimique ou par emploi de liquides halogènes 2. : procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium), le volume des cuves de traitement mis en œuvre étant • a/ : supérieur à 1500 litres"	Volume total des bains 202,9 m ³	
2940	"verniss, peinture, apprêt, colle, enduit, etc... sur support quelconque (métal, bois, plastique, textiles ...) 2. : lorsque l'application est fait pour tout procédé autre que le trempé" (pulvérisation, enduction..) si la quantité maximale de produit susceptible d'être utilisée est : b/ : supérieure de 10 kg, mais inférieure à 100 k T"		D
2560	Métaux et alliages (travail mécanique du) la puissance installée de l'ensemble de l'installation étant • kW D - 500 kW A	Puissance inférieure à 50 kW	NC
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d'). La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW	Puissance inférieure à 10 kW	NC
Constats :			
Concernant la rubrique 2565 : lors de la visite d'inspection, l'exploitant a déclaré disposer d'environ 36 m ³ de bains (24 sur une chaîne et 12 sur une autre) étant exclus les bains de rinçage. Compte tenu de cette information et le volume des cuves affecté au traitement étant supérieur à 30 m ³ , l'exploitation relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3260. L'exploitant a précisé avoir fait une demande de bénéfice d'antériorité auprès du préfet suite à la création des rubriques			

3XXX.

L'exploitant a par ailleurs précisé qu'une 3ème chaîne était inutilisée (cuves constatées vides par l'inspection lors de la visite) en vue d'un futur démantèlement pour acheminement vers un autre site. Une 4^e chaîne a d'ores et déjà été délocalisée sur ce site à l'étranger.

L'inspection demande que dans le classement mettant à jour le volume des traitements de surface, devaient être prises en compte les capacités des cuves affectées à cette activité. Afin de clarifier le classement, l'inspection a demandé par mail du 23/10/2024 avec un délai de réponse fixé au 31/10/2024 que soient décrites les installations par chaîne (y compris la chaîne en cours de démantèlement mais toujours présente) : nombre et volume des baignoires de traitement, nombre et volume des baignoires de rinçage,... Il a également été demandé la transmission du courrier adressé au préfet concernant le bénéfice d'antériorité de la rubrique 3260. L'exploitant n'a pas à ce jour transmis les éléments demandés et n'a pas fourni la demande d'antériorité mentionnée.

Concernant la rubrique 2940-2b, l'exploitant indique que sa cabine de peinture est inutilisée depuis 2013 (compte tenu qu'il disposait d'un atelier dans les Alpes Maritimes permettant de réaliser ce type de prestation), mais que celle-ci pourrait être remise en œuvre en fonction des marchés obtenus.

Concernant la rubrique 2925-1 (Atelier de charge d'accumulateur), l'exploitant précise ne pas avoir d'atelier de charge d'accumulateurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les éléments permettant de justifier de la capacité du volume de baignoires sur le site (précisant le volume de chacun des baignoires par chaîne, hors baignoires de rinçage).

Il est également demandé à l'exploitant de transmettre pour archivage les éléments communiqués en préfecture concernant le bénéfice d'antériorité pour la rubrique 3260.

Plus généralement, il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le classement ICPE de son activité par rapport au tableau de classement établi à l'article 2 de son arrêté préfectoral du 15 juillet 1997, actuellement non représentatif de son activité actuelle. Un porter à connaissance présentant l'ensemble de ces éléments est donc à adresser au préfet, en copie à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/01/2019, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie

Prescription contrôlée :

La société Electrolyse Phocéenne exploitant une installation de traitement de surface sise 18 avenue de Bruxelles - Zone industrielle des Estroublans sur la commune de Vitrolles-13127 est mise en demeure de respecter les dispositions :

- Des articles [...] 10, [...] de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, [...]

Constats :

Aucun document relatif au contrôle périodique des moyens de défense incendie tels que précisé à l'art. 10 de l'AM du 30 juin 2006 n'a été présenté lors de la visite.

Un contrôle par sondage sur site des équipements a révélé que les dernières dates de contrôles des équipements incendie datent de :

- janvier 2022 concernant les extincteurs vérifiés
- septembre 2019, pour le désenfumage vérifié,
- mars 2022, pour les RIA vérifiés

Le contrôle annuel des installations n'a pas été justifié.

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure ne sont pas respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande la liquidation partielle de l'astreinte du 25 juin 2020.

La transmission de tout élément permettant de justifier du contrôle des moyens de sécurité incendie est demandé sous 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Liquidation partielle d'astreinte

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Contrôles électriques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/01/2019, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles électriques

Prescription contrôlée :

La société Electrolyse Phocéenne exploitant une installation de traitement de surface sise 18 avenue de Bruxelles - Zone industrielle des Estroublans sur la commune de Vitrolles-13127 est mise en demeure de respecter les dispositions :

- Des articles [...] 12 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 11097-134/79-1996 A du 15 juillet 1997, [...]

Constats :

L'exploitant n'est pas en mesure de fournir de dossier d'entretien relatif au contrôle des installations électriques, précisant que ceux-ci sont réalisés par lui-même mais ne sont pas consignés dans un registre.

L'exploitant n'étant par ailleurs pas en mesure de justifier de la conformité de ses interventions conformément à la norme applicable NF C 15-100, l'inspection considère que les dispositions de l'article 1 de la mise en demeure du 28 janvier 2019 ne sont pas respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande la liquidation partielle de l'astreinte du 25 juin 2020.

La transmission de tout élément permettant de justifier de la vérification des installations électriques est demandée sous 2 mois par un organisme agréé selon les normes applicables en vigueur.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Liquidation partielle d'astreinte, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/01/2019, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Electrolyse Phocéenne exploitant une installation de traitement de surface sise 18 avenue de Bruxelles - Zone industrielle des Estroublans sur la commune de Vitrolles-13127 est mise en demeure de respecter les dispositions : - Des articles [...] 29 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, - Des articles 10 [...] de l'arrêté préfectoral d'autorisation 11097-134/79-1996 A du 15 juillet 1997, [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir de déchets liés à son activité, aucune élimination hors site n'a été réalisée en 2024 justifiant de l'absence de registre.</p> <p>Il indique par ailleurs procéder à l'évaporation des bains, ce qui n'engendre pas de rejets en eau, et récupère ensuite les boues dans un big-bag pour une élimination en filière adaptée.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de 3 big-bags de boues stockées en extérieur sous un préau, stockées depuis 1 à 2 ans selon l'exploitant. L'un d'entre eux est éventré, et susceptible de présenter un risque pour l'environnement. L'exploitant a indiqué que son choix consistait à constituer un stock suffisant avant de procéder à l'élimination des boues, compte tenu que les filières priorisent les plus gros producteurs, ainsi que des coûts liés à chaque opération. L'inspection a également constaté la présence d'un big-bag situé à l'intérieur.</p> <p>Selon la même stratégie, des bidons de bains de chrome sont stockés sur rétention en attente de leur élimination.</p> <p>L'inspection rappelle les points suivants de l'AM du 30/06/2006 :</p> <p>art 6 : « Les déchets susceptibles de contenir des matières polluantes sont stockés à l'abri des précipitations météoriques sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement. »</p> <p>art. 30 : Leur stockage sur le site doit être fait dans des conditions techniques ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Le guide de la DGPR relatif aux installations de gestion des déchets (version du 10 décembre 2020) précise par ailleurs que les déchets d'entreposage en vue de leur élimination ne peuvent être stockés que pendant une durée maximale d'un an, en application de la directive 1999/31/CE.</p> <p>Il est constaté la présence de déchets sur le site stockés pour des durées dépassant les limites admissibles selon les indications de l'exploitant. Par ailleurs, ces déchets nécessitent la présence d'un registre qui n'a pas été présenté.</p> <p>Les dispositions de la mise en demeure ne sont pas respectées.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection demande la liquidation partielle de l'astreinte du 25 juin 2020. L'exploitant devra procéder à l'élimination des déchets constatés sur site sous 2 mois et transmettre les Bordereaux de Suivi de Déchets correspondants, ou la mise à jour de Trackdéchets, à l'inspection. Le registre des déchets mis à jour sera également communiqué.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Liquidation partielle d'astreinte
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Rinçage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/01/2019, article 1
Thème(s) : Produits chimiques, Rinçage
Prescription contrôlée : La société Electrolyse Phocéenne exploitant une installation de traitement de surface sise 18 avenue de Bruxelles - Zone industrielle des Estroublans sur la commune de Vitrolles-13127 est mise en demeure de respecter les dispositions : [...] <ul style="list-style-type: none"> - Des articles [...], 7 [...] de l'arrêté préfectoral complémentaire 110467-2009 PC du 12 mars 2010 dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a indiqué ne plus réaliser le calcul de la consommation spécifique d'eau. Les dispositions de la mise en demeure ne sont pas respectées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection demande la levée partielle de l'astreinte du 25 juin 2020. La transmission du calcul de la consommation spécifique est demandée sous 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Liquidation partielle d'astreinte
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/01/2019, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets
Prescription contrôlée : La société Electrolyse Phocéenne exploitant une installation de traitement de surface sise 18 avenue de Bruxelles - Zone industrielle des Estroublans sur la commune de Vitrolles-13127 est mise en demeure de respecter les dispositions : [...]

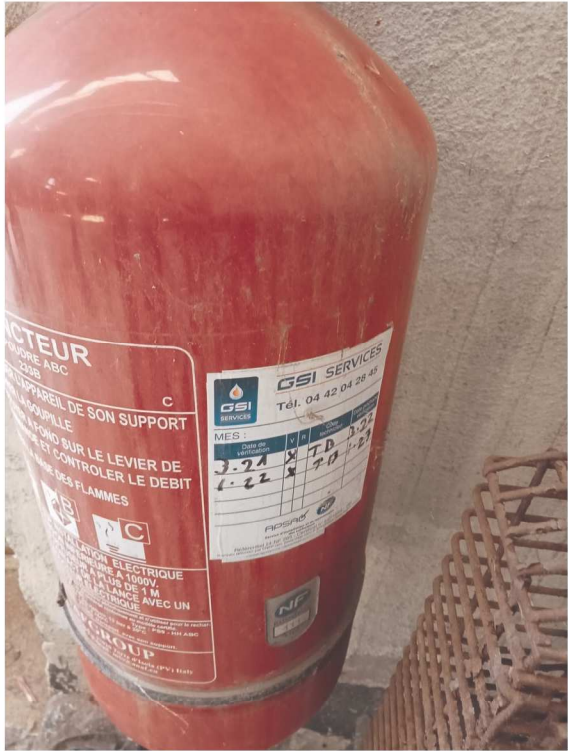
- Des articles [...] 8.3 [...] de l'arrêté préfectoral complémentaire 110467-2009 PC du 12 mars 2010 dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé d'autosurveillance de ses rejets d'air compte tenu qu'un contrôle inopiné était réalisé chaque année par l'inspection. Le dernier contrôle inopiné a été réalisé le 13/10/2023.</p> <p>Il est rappelé que les contrôles inopinés servent principalement à confirmer la bonne tenue du suivi de l'autosurveillance relevant de la responsabilité de l'exploitant. Par ailleurs, l'article 8.3 de l'AP du 12 mars 2010 prescrit la réalisation d'une estimation des émissions diffuses, ces informations ne sont pas présentées.</p> <p>Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure ne sont pas respectées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que le contrôle inopiné ne se substitue pas à l'autosurveillance de son installation. Il est demandé à l'exploitant de réaliser l'autosurveillance de ses rejets d'ici fin 2024 et de transmettre l'estimation de ses émissions diffuses.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Liquidation partielle d'astreinte
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Boues

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/01/2019, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Boues
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Electrolyse Phocéenne exploitant une installation de traitement de surface sise 18 avenue de Bruxelles - Zone industrielle des Estroublans sur la commune de Vitrolles-13127 est mise en demeure de respecter les dispositions : [...] - Des articles [...] 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire 110467-2009 PC du 12 mars 2010 dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une étude a bien été communiquée en date du 30 juin 2011 portant sur l'amélioration des récupérations des boues de fond de cuves.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°2 : Moyens de lutte incendie



Extincteur



Désenfumage



RIA

)

N°4 : Déchets



Big bag 1



Big Bag 2